

Soutenir l'insurrection du peuple de Libye

❶ La vague de révolutions démocratiques – dont la toute première étape a été franchie en Tunisie et en Egypte – s'accompagne de mobilisations d'ampleur diverse dans un nombre croissant de pays du Maghreb et de la péninsule Arabique.

Les masses laborieuses de Tunisie et d'Egypte s'efforcent de concrétiser leurs revendications démocratiques et sociales et de se défaire des restes encore importants de l'ancien régime. En Libye, depuis le 17 février (en fait dès le 15), a éclaté un véritable soulèvement contre le pouvoir dictatorial du colonel Mouammar Kadhafi.

Au-delà des informations éparses, comment les médias télévisés relatent les faits? Les formules les plus courantes: «le chaos règne!»; «on assiste à un déferlement de violence!». Donc, en Libye, une sorte de «violence aveugle» serait à l'œuvre, entre des «tribus»! Voilà la traduction, une fois de plus, d'une posture eurocentriste, fleurant le racisme.

Or, les masses insurgées de Libye cherchent à renverser – initialement les «mains nues» – un régime despotique et à détruire les piliers de son appareil d'Etat répressif. Quel nom donner à de tels événements? Une révolution. Autrement dit, il y a les masses populaires d'un côté et, de l'autre, l'Etat de Kadhafi, de ses féaux et mercenaires qui massacrent à l'arme lourde un peuple en marche.

Certes, le déroulement d'une telle révolution ne laisse rien présager ni de son futur, ni de la brutalité sans rivage avec laquelle le despote et ses sbires peuvent encore réagir. Mais, clairement, il ne s'agit pas «d'un chaos». Notre solidarité inconditionnelle doit s'exprimer avec la lutte pour les droits civils, civiques et sociaux qui s'affirment dans une telle révolution.

Le terme «chaos» n'est pas choisi au hasard par les régimes occidentaux qui, depuis quelques années, avaient accru les achats (déjà anciens) de pétrole comme de gaz et augmenté massivement les ventes d'armes au régime du «Guide de la révolution verte».

❷ Une des différences importantes entre les révolutions démocratiques en Tunisie ainsi qu'en Egypte et l'actuelle révolution à l'œuvre en Libye est simple à percevoir: en Libye, le noyau dur du pouvoir répressif policier et militaire est attaqué. Il risque d'imploser. Dans toutes les chancelleries occidentales une question se pose: existe-t-il un groupe d'officiers et d'officiels – entre autres parmi ceux qui font défection – apte à assurer une «transition contrôlée», comme en Egypte ou en Tunisie? Pour éviter «le chaos»! Cela d'autant plus que les liens entre les forces répressives du régime de Kadhafi et les forces armées des Etats-Unis ou de l'Europe sont

depuis longtemps qualitativement plus lâches qu'en Egypte ou en Tunisie. Autre différence.

Ce n'est pas un hasard si les condamnations des massacres émises par les gouvernements occidentaux se sont fait entendre avec plus de force lorsque s'est accentué le délitement du pouvoir despotique.

Un ambassadeur libyen après l'autre donne sa démission, de la Suède à l'Indonésie en passant par la France. L'ambassadeur adjoint de la mission libyenne à l'ONU, Ibrahim Dabbashi, le 21 février, parle de «génocide» et «appelle les pays du monde entier à surveiller attentivement tout transfert d'argent venant de Libye». Le 22 février, dans la nuit, le ministre de l'Intérieur, le général Abdul-Fatah Younis, démissionne. Il affirme soutenir ce qu'il nomme «la révolution du 17 février». Le ministre de la Justice (sic) l'avait précédé. Youssef Sawani – le conseiller du fils de Kadhafi: Saif al-Islam Kadhafi – a fait de même.

Ces transfuges de la 23e heure ne disposent pas tous d'une grande crédibilité pour assurer «une transition» si le dictateur est renversé et son clan liquidé. Toutefois, ils seront certainement recrutés pour une «transition dans l'ordre». Leurs démissions, très publiques, sont d'ailleurs des offres de service.

❸ Dans un tel contexte – au-delà des larmes de crocodiles versées à cause de «l'utilisation disproportionnée» (sic) de la force face aux manifestants – au sein de l'Union européenne et de la Maison-Blanche on carbure pour que les réserves de pétrole et de gaz ainsi que «le nouveau pouvoir» tombent dans de bonnes mains. Ces intentions des puissances impérialistes auront quelques difficultés à se concrétiser en Libye, sur le très court terme, pour les raisons indiquées ci-dessus.

Dans l'immédiat, la priorité pour celles et ceux qui sont du côté des masses populaires luttant contre un pouvoir de massacreurs consiste à appuyer toutes les aides médicales pouvant être apportées depuis l'Egypte dans la Cyrénaïque (Tobrouk, Benghazi, etc.). Des médecins égyptiens commencent déjà à le faire, depuis le 24 février: 24 ambulances, des unités de soins d'urgence. Il en va de même pour l'aide alimentaire. Refuge doit être assuré en Tunisie à celles et ceux (Libyens) qui en ont besoin face aux exactions et crimes des nervis kadhafistes. Le gel et la confiscation des avoirs de Kadhafi doivent être appliqués de suite et ces sommes restituées, demain, au peuple de Libye. Une rupture de tous les contrats commerciaux passés avec le régime doit être prononcée. La cessation des achats de pétrole et de gaz doit de suite entrer en vigueur. Toutes les livraisons d'armes doivent être interrompues. Des mises en garde sérieuses peuvent être faites, par divers gouvernements, pour empêcher l'arrivée de mercenaires ➤

en Libye. Cela peut aider concrètement le peuple libyen à garder le contrôle (contre les manœuvres impérialistes) sur un processus révolutionnaire qu'il est en position de faire aboutir et qu'il a déjà payé de milliers de morts et blessés.

④ Une autre facette de l'attitude face à cette révolution en Libye est, souvent par convenance politique, camouflée. Faut-il rappeler quelques faits à ceux qui manifestent « leur émotion » lorsqu'ils s'adressent aux représentants diplomatiques en Suisse du régime du général Chavez du Venezuela? Il semble que ce soit nécessaire.

Sur le site même du « Gouvernement bolivarien du Venezuela », en date du 1^{er} septembre 2009, il est affirmé ceci: « Selon lui [le président Hugo Rafael Chavez Frias], son homologue Mouammar Kadhafi est en train de créer un modèle propre de développement, un socialisme propre, un socialisme libyen, chose que peu de pays ont obtenue. » Chavez mentionne, dans la même déclaration, comme autres « modèles propres de socialisme » ceux de Nasser ou de Fidel Castro.

D'ailleurs, Fidel Castro n'a pas manqué, dans un de ses écrits hebdomadaires daté du 21 février 2011, de proclamer qu'il « faudra attendre le temps nécessaire pour connaître vraiment ce qu'il y a de vrai et de mensonges ou de semi-vérités dans ce qu'on nous dit de la situation chaotique (sic) en Libye ». Il en tire une conclusion: « Le pire serait maintenant de faire silence sur le crime que l'OTAN s'appête à commettre contre le peuple libyen. Pour les chefs de cette organisation belliciste, il y a urgence. Il faut le dénoncer. »

Autrement dit, l'urgence n'est pas de dénoncer le carnage des « forces de sécurité » du colonel Kadhafi contre le peuple libyen, de choisir le camp du soulèvement populaire. Il faudrait manifester contre l'intervention... future et hypothétique de l'OTAN qui va « occuper la Libye »! Car la situation, comme le disent les médias occidentaux, est « chaotique »!

Fidel Castro, pour faire bonne mesure, cite dans son texte le ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Nicolas Maduro. Ce dernier a souhaité au peuple libyen de trouver « dans l'exercice de sa souveraineté, un règlement pacifique à ses difficultés, de façon à préserver son intégrité et celle de la nation, sans ingérence de l'impérialisme ». Comment pourrait bien exercer sa souveraineté un peuple opprimé, réprimé, y compris torturé – comme le sont des réfugiés parqués dans les camps de rétention libyens financés par l'Italie et l'Europe – et ne disposant pas de constitution, du droit de former des partis politiques, des syndicats, d'avoir

une presse libre? On croit rêver. Ou plutôt pleurer lorsque ces infamies sont proférées par un représentant majeur de ladite « révolution bolivarienne »!

Ces rappels sont d'autant plus nécessaires que le régime libyen a la délicatesse d'attribuer, depuis 1988, « le prix Mouammar Kadhafi des droits de l'homme ». Un prix qui doit honorer « les personnalités et les organisations qui jouent un rôle marquant dans le domaine des droits humains ». En 1998, Fidel Castro a reçu ce prix; en 2000 Evo Morales qui n'était pas encore président (Bolivie), aux côtés du Centre européen pour le tiers-monde (CETIM) de Genève; en 2004 Hugo Chavez et en 2009 Daniel Ortega (Nicaragua) qui vient de soutenir, sans réserve, Kadhafi! La « realpolitik » – qui attribue, au mieux, un strapontin à l'action propre et indépendante des travailleurs et des masses populaires – a encore frappé au sein d'une certaine gauche à l'occasion de cette révolution en Libye.

⑤ L'économie libyenne s'est affaïssée. En effet, son fonctionnement reposait largement sur la mise au travail de 60'000 Bangladais, de 30'000 Philippins, de 23'000 Thaïlandais, de 18'000 Indiens, de 33'000 Chinois dans les secteurs de la construction et des infrastructures; sans parler des Egyptiens et des Tunisiens. Or, ces travailleurs fuient en masse le pays. Une partie de l'exportation du gaz et du pétrole n'est plus sous contrôle du pouvoir dans la région de Cyrénaïque. Le régime a perdu une jambe.

Kadhafi a fortement utilisé les alliances entre tribus (Warfallah, Kadhafa – la sienne – et Makarha) dans l'organisation du pouvoir et la distribution de postes et du contrôle de certaines zones géographiques. Mais, il est abusif de présenter la société libyenne actuelle comme un « simple conglomérat de tribus ». Cette « description » simpliste et réductiviste a pour but de renforcer les positions des puissances qui voudraient légitimer divers types d'interventions et surtout des solutions de continuité en recyclant des ex-éléments clés du régime.

⑥ C'est la population des diverses villes, à l'Est et maintenant à l'Ouest, qui s'est battue, qui a renversé les pouvoirs locaux. Le 24 février 2011, Kadhafi a invoqué – dans une atmosphère de tyran décomposé – un complot d'Al-Qaida! Il peut encore utiliser la Brigade Khamis pour commettre un carnage. Ahmed Kadhafi al-Dam, un cousin du colonel et l'un des plus hauts responsables du régime, a rompu avec lui et dénoncé « les graves violations contre les droits humains ». L'ex-ministre de la Justice Moustafa Abdel Galil, dans la ville d'Al Baida (à l'est) a mis en garde contre la possibilité d'utilisation d'armes chimiques, avec une composante génocidaire; ce qui exigerait, si cela devait se passer, de rompre le bras de celui qui l'aurait ordonné. Cela dans l'esprit de ce qu'explique Alain Gresh sur son blog du *Monde diplomatique*.

Pour l'heure, manifester sa solidarité avec le peuple libyen consiste à ce que dans les pays occidentaux comme dans le « monde arabe », le régime du dictateur soit isolé et l'appui au peuple libyen le plus large et visible possible. Et que soit mis un terme en Europe aux délires semi-racistes sur les flux d'émigrés!

Publications du MPS-BFS:
En français: Revue *La brèche*, Cahiers *La brèche*.
En allemand: « *Debatte* ».
Informations, abonnements et contact sur www.labreche.ch et www.debatte.ch

Sites du MPS-BFS:
www.labreche.ch et www.alencontre.org
Articles sur la Suisse et sur la situation internationale.
En allemand: www.debatte.ch, www.bfs-basel.ch, www.bfs-zh.ch

«Debatte»
Zeitschrift der Bewegung für den Sozialismus
Jan 2008, Nr. 1, 1. Jahrgang, S. 1

Folgen imperialistischer
Militärpolitik und
Repression